

À :

Institutions financières publiques : Export Import Bank of the United States (US EXIM) ; Japan Bank for International Cooperation (JBIC) ; UK Export Finance (UKEF) ; Export-Import Bank of Thailand (Thai Exim) ; Servizi Assicurativi del Commercio Estero (SACE) ; Nippon Export and Investment Insurance (NEXI) ; Export Credit Insurance Corporation of South Africa (ECIC) ; Atradius Dutch State Business (ADSB) ; Cassa Depositi e Prestiti ; African Development Bank (AfDB) ; African Export Import Bank ; Development Bank of Southern Africa ; Industrial Development Corporation of South Africa ; Korea Development Bank ; Export Import Bank of Korea (KEXIM) ; US International Development Finance Corp (DFC).

Institutions financières privées : Société Générale ; Crédit Agricole ; Mizuho Bank ; JP Morgan ; Standard Chartered Bank ; MUFG Bank ; Sumitomo Mitsui Banking Corporation ; Sumitomo Mitsui Trust Bank ; SBI Shinsei Bank ; Nippon Life Insurance ; ABSA Bank ; Nedbank ; Rand Merchant Bank ; Standard Bank ; ICBC.

19 décembre 2024

Objet : Appel urgent à vous retirer du projet Mozambique LNG de TotalEnergies et à appeler à l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur les violations des droits humains qui auraient été commises en lien avec le site d' Afungi.

La présente lettre fait suite à celle que nous vous avons [adressée](#) il y a un an – le 16 novembre 2023 –, dans laquelle nous exposons les raisons pour lesquelles votre participation financière au projet de TotalEnergies Mozambique LNG devrait être reconsidérée. Un grand nombre des problèmes et des impacts que nous avons soulevés n'ont pas été résolus ou se sont aggravés.

Un an plus tard, la **sécurité dans la région du Cabo Delgado et les processus démocratiques au Mozambique se sont détériorés, de nouvelles enquêtes ont révélés de graves violations des droits humains associées au projet, et les communautés dont la vie a été bouleversée ont été contraintes de manifester aux portes du site d' Afungi pour dénoncer la privation de leurs moyens de subsistances.** Cette lettre détaille de nouvelles informations cruciales, et précise ce que nous attendons des institutions financières.

Fraude électorale, assassinats politiques et troubles civils

Le Mozambique est actuellement en proie à l'instabilité et à la répression, alors qu'ont lieu les "pires violences post-électorales jamais connues".¹ Cette situation a été déclenchée à la mi-octobre par des allégations de fraude électorale et l'assassinat brutal de deux personnalités de l'opposition.² Des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer la justice électorale, mais les

¹ Institute for Security Studies. 14 November 2024. [Mozambique's last stand for democracy?](#)

² The Daily Maverick. 24 October 2024. [Assassinations, fraud and intimidation mark Mozambique's 2024 elections](#); Institute for Security Studies. 22 October 2024. [Latest elections widen Mozambique's democratic deficit](#); and Centro de Integridade Pública (CIP). 19 October 2024. [Nota de repúdio do Centro de Integridade Pública \(CIP\) ao bárbaro assassinato do advogado Elvino Dias na cidade de Maputo.](#)

manifestants pacifiques ont été confrontés à une répression violente de la part de la police et de l'armée.³ Des restrictions ont été imposées sur internet, violant les droits humains et notamment les droits à l'accès à l'information et la liberté d'expression.⁴

Les manifestations se sont intensifiées, tout comme le niveau de violence infligé aux civils. Au 15 décembre 2024, 128 victimes et des milliers de blessés avaient été signalés, au moins 274 personnes avaient été blessées par balle, et environ 3 450 personnes avaient été arrêtées dans le cadre des violences électorales.⁵ Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a "exhorté les autorités mozambicaines à prévenir et à mettre immédiatement fin à la violence et à la répression des journalistes, des avocats, des défenseurs des droits humains et des manifestants, et à veiller à ce que les responsables fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites".⁶

La violence de l'État est manifeste dans le pays depuis des années, des escadrons de la mort assassinant des leaders de la société civile, des universitaires, des journalistes, des activistes, et réprimant violemment les jeunes qui manifestent.⁷ Des rapports font également état de détentions illégales, de tortures ou de "disparitions" de journalistes qui enquêtaient sur l'insurrection dans la province de Cabo Delgado, déchirée par le conflit, et où se trouve le projet Mozambique LNG.⁸

L'Institut d'études de sécurité (Institute for Security Studies, ISS) a averti : "La manipulation des élections par les organes de gestion électorale en faveur du parti au pouvoir paralyse la démocratie, érode la crédibilité des institutions et génère des violences post-électorales".⁹ Le 13 décembre 2024, l'association du barreau du Mozambique a fait part de ses inquiétudes quant aux procédures suivies pour valider les résultats des élections et a appelé à un "recomptage des votes ou à leur annulation".¹⁰

Les manifestations électorales sont un point de ralliement pour les jeunes du pays qui expriment leur désillusion à l'égard de leur gouvernement, mais il faut aussi reconnaître que les moteurs sont les mêmes que ceux de l'insurrection dans le Cabo Delgado. Dans la partie nord du pays riche en ressources, le niveau de privation de droits est particulièrement élevé, dans un contexte de marginalisation socio-économique qui dure depuis longtemps, et alors que des communautés entières ont été obligées de quitter leurs maisons et leurs moyens de subsistance pour faire place à des méga-projets tels que Mozambique LNG.¹¹

Il est important de noter qu'un certain nombre d'autres méga-projets à travers le pays ont été impactés par des protestations, notamment le projet gazier Pande et Temane de Sasol, l'exploitation de sables lourds de Kenmare Resources, la fonderie de Mozal Aluminium, l'usine de Safira

³ African Arguments. 07 November 2024. [Mozambique: A revolution born in the search for electoral justice](#); and Human Rights Watch. 19 October 2024. [Mozambique: Post-Election Protests Violently Repressed](#).

⁴ Human Rights Watch. 06 November 2024. [Mozambique: Post-Election Internet Restrictions Hinder Rights](#).

⁵ Centro para Democracia e Direitos Humanos (CDD). 15 December 2024. [Political Crisis and Post-Electoral Violence in Mozambique: The Silence of Dialogue and the Escalation of Repression](#); and Club of Mozambique. 06 December 2024. [Mozambique Elections: Two state buildings destroyed, eight detained Friday – police](#).

⁶ UN Office of the High Commissioner for Human Rights. 15 November 2024. [Mozambique: Post-election violence and repression must stop, say UN experts](#).

⁷ The Daily Maverick. 30 October 2024. [South Africa must assert leadership in Mozambique crisis](#); and Amnesty International. 2023. [Mozambique 2023](#).

⁸ The Daily Maverick. 24 October 2024. [Assassinations, fraud and intimidation mark Mozambique's 2024 elections](#); and The Daily Maverick. 30 October 2024. [South Africa must assert leadership in Mozambique crisis](#).

⁹ Institute for Security Studies. 22 October 2024. [Latest elections widen Mozambique's democratic deficit](#).

¹⁰ Ordem dos Advogados de Moçambique. 13 December 2024. [Reflexão da Ordem dos Advogados de Moçambique sobre o Processo em Curso de Validação e Proclamação dos Resultados das Eleições de 9 de Outubro de 2024](#).

¹¹ Observatório do Meio Rural. September 2024. [Factores de conflitualidade em Moçambique](#).

Mozambique Ceramics¹², ainsi que deux centrales à gaz situées près du poste frontière de Ressano Garcia. Les manifestants privés de leurs droits ont érigé des barricades sur les routes et occupé un chantier naval, entre autres actions.¹³ La mine de graphite Balama de Syrah Resources, dans la province de Cabo Delgado, a déclaré la *force majeure* le 12 décembre 2024, après des manifestations répétées des agriculteurs depuis novembre.¹⁴

Le processus de redémarrage du projet Mozambique LNG se déroule dans ce contexte instable de désillusion, de privation de droits, de protestation et de répression civique à l'échelle nationale, qui s'est développé au fil d'années de violence et de corruption de la part de l'État.

Révélation sur de potentiels violations des droits humains par les forces de sécurité publiques liées au projet

Fin septembre, [Politico](#) a publié un article faisant état d'un massacre présumé de civils, qui aurait été commis près du site d'Afungi à la mi-2021 par les forces de sécurité publiques.¹⁵ Ces allégations viennent s'ajouter à la liste des accusations de violations des droits humains liées au projet, avec des recherches qui démontrent l'inadéquation des processus de diligence raisonnable de TotalEnergies,¹⁶ et des procédures judiciaires et des enquêtes en cours.¹⁷ La plainte pénale déposée en 2023 contre TotalEnergies pour homicide involontaire et non-assistance à personne en danger lors de l'attaque terroriste dévastatrice de mars 2021 à Palma fait ainsi actuellement l'objet d'une enquête préliminaire du parquet français.¹⁸

Dans son article, Politico fait état de violations présumées à l'encontre de civils commises entre juillet et septembre 2021, trois mois après l'attaque de Palma, qui a entraîné une militarisation accrue de la région et a conduit TotalEnergies à déclarer la *force majeure* sur le projet. Selon Politico, les troupes mozambicaines ont violemment agressé des civils qui cherchaient à se mettre à l'abri, et ont emprisonné les hommes dans des conteneurs d'expédition métalliques sans fenêtre, près de l'entrée du site de Mozambique LNG. Les hommes – 180 à 250 personnes – ont été détenus pendant trois mois, privés d'eau, affamés, battus, asphyxiés, torturés, poignardés et, enfin, la plupart d'entre eux ont "disparu". L'équipe d'enquête estime que seuls 26 des prisonniers ont survécu. Les femmes auraient été soumises à des agressions sexuelles répétées et à des humiliations avant d'être libérées. Selon l'article, les troupes impliquées "ont mené leur opération de détention et d'exécution depuis la guérite de TotalEnergies" et le chef de l'unité aurait déclaré que sa mission était de protéger le "projet de Total".

Entre août 2020 et octobre 2023, TotalEnergies a directement fourni de la nourriture, des équipements, des logements et des primes individuelles à la Joint Task Force (JTF) de l'armée mozambicaine, en vertu d'un accord selon lequel la JTF "assurerait la sécurité des activités du projet

¹² Safira Mozambique Ceramics factory suspended activities temporarily on 09 December 2024 following a violent strike. 360Mozambique, 10 December 2024. [Safira ceramics factory inaugurated in september closes after violent strike](#)

¹³ Agência de Informação de Moçambique. 08 December 2024. [Protestos afectam indústria extractiva e colocam em risco crescimento económico](#); and Club of Mozambique. 13 December 2024. [CIP Mozambique Elections: Protests close mines but gain concessions](#).

¹⁴ Club of Mozambique. 12 December 2024. [Syrah declares force majeure for its graphite mine in Mozambique](#); and 360 Mozambique. 11 November 2024. [Syrah Resources 'worried' about land conflict at Balama Mine](#).

¹⁵ Politico, 26 September 2024. "'All must be beheaded': Allegations of atrocities at French energy giant's African stronghold".

¹⁶ Uprights, July 2023. [Assessment of TotalEnergies' Mozambique LNG Project Human Rights due diligence](#)'.

¹⁷ Le Monde, 04 May 2024. [France Probes TotalEnergies over 2021 Mozambique Attack](#); and Les Amis de la Terre France, 10 October 2023. [Total faces criminal charges in french courts for its negligence during Palma attack](#).

¹⁸ Ibid.

Mozambique LNG sur le site d'Afungi et dans la zone d'opérations plus large du projet".¹⁹ Une évaluation réalisée en 2023 à la demande de TotalEnergies par Jean-Christophe Rufin a conclu que ce lien direct entre Mozambique LNG et l'armée mozambicaine "aurait pour effet [...] de faire du projet une partie au conflit"²⁰.

En novembre 2024, Le Monde et SourceMaterial ont rapporté que TotalEnergies était au courant que les troupes de la JTF étaient "accusées d'avoir violé, enlevé et tué des civils".²¹ Les articles rapportent des détails provenant de rapports internes de TotalEnergies et Mozambique LNG – 13 fichiers, 423 pages – datés entre mi-2020 et fin 2022, qui ont été partagés avec la banque publique italienne Cassa Depositi e Prestiti, et potentiellement avec d'autres institutions financières impliquées dans le projet. Selon l'article, des documents datant de 2021 révèlent que "les principales préoccupations des leaders de la communauté étaient l'intimidation, l'extorsion et la violence" et que "les résidents signalaient régulièrement des violations des droits humains, notamment des actes de tortures, d'emprisonnements et des disparitions commis par la task force". Les violations auraient également touché les habitants du "resettlement village" de Quitunda, situé sur le site gazier d'Afungi. Il convient de noter que dès 2021, Amnesty International avait accusé les forces de sécurité publiques et privées de crimes de guerre dans le cadre d'autres incidents violents.²²

En réponse à Politico, le ministère mozambicain de la défense nationale "regrette et réfute catégoriquement les allégations" et s'est déclaré "totalement ouvert et disposé à accepter une enquête transparente et impartiale".²³ Le Parlement européen a demandé aux autorités mozambicaines de fournir "des éléments de clarification afin de faire la lumière sur les événements décrits dans l'article".²⁴

Mozambique LNG a publié une réponse aux allégations de l'article de Politico, dans laquelle il affirme n'avoir identifié aucune information corroborante, bien qu'elle ait maintenu des canaux de communication avec les communautés locales au cours de cette période.²⁵ L'analyse confirme la présence de la JTF pendant cette période : "Les installations terrestres dédiées aux projets étaient protégées par une force de sécurité composée de soldats et d'officiers de police (Joint Task Force ou JTF) dont la fonction était de protéger la péninsule d'Afungi". L'entreprise a demandé aux autorités mozambicaines d'ouvrir une enquête.

Cette analyse soulève des questions essentielles :

- Si Mozambique LNG – projet dont TotalEnergies est l'opérateur et le principal actionnaire – ignorait réellement les violations qui auraient été perpétrées par les forces de sécurité qu'il payait, quelles leçons en tirer quant à sa capacité à prévenir efficacement des violations aussi graves des droits humains ?

¹⁹ Rufin and Glowacki, 2023. '[Report on the socioeconomic, humanitarian and human rights situation in the Palma-Afungi-Mocímboa area](#)'. Commissioned by TotalEnergies: and TotalEnergies, 24 August 2020. [Total signs agreement with government of Mozambique regarding security of Mozambique LNG project](#); and Zitamar News, 20 May 2024. [Inside the new security deal between Mozambique and gas project investors](#).

²⁰ Rufin and Glowacki, 2023. [Report on the socioeconomic, humanitarian, and human rights situation in the Palma-Afungi-Mocímboa area.pdf](#), page 20. Commissioned by TotalEnergies.

²¹ Le Monde Afrique. 24 November 2024. [TotalEnergies savait que des exactions étaient commises sur son site gazier au mozambique](#); and SourceMaterial. 24 November 2024. ["Don't look back or we'll shoot"](#).

²² Amnesty International. 2021. [What I saw is death: war crimes in Mozambique's forgotten Cape](#).

²³ Agência de Informação de Moçambique. 14 October 2024. [Defense ministry denies atrocities against civilians in Cabo Delgado](#); and Republica de Moçambique, Ministério da Defesa Nacional. 11 October 2024. "Ministério da Defesa Nacional refuta alegações sobre atrocidades no Teatro Operacional Norte".

²⁴ European Parliament. 30 October 2024. [Answer to Parliamentary question - P-001864/2024\(ASW\)](#).

²⁵ Mozambique LNG. 26 November 2024. [Mozambique LNG: results of the analysis undertaken in response to the allegations made in the article published 26 September 2024 by Politico](#).

- La déclaration de TotalEnergies selon laquelle elle n'a pas été informée du massacre présumé a-t-elle pour but d'éviter de rendre des comptes ?

Par ailleurs, toute enquête menée par le gouvernement mozambicain ou TotalEnergies poserait des questions évidentes d'indépendance : l'objectivité et la crédibilité des résultats seraient définitivement entachées.

Appel urgent à une enquête indépendante :

Nous lançons un appel urgent pour qu'une enquête internationale indépendante soit immédiatement ouverte sur la série d'atrocités révélée par Politico et qui auraient été commises près du site d'Afungi de Mozambique LNG par des forces de sécurité publiques agissant au service de l'entreprise. Nous demandons que cette enquête indépendante soit menée par un mécanisme intergouvernemental international ou régional de défense des droits humains – tel que le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples – dans le but de garantir la justice et la vérité pour les victimes, ainsi que la sécurité des survivants, des familles et des témoins. Le travail d'un organisme de défense des droits humains reconnu officiellement au niveau international et régional, doté de l'expertise et du mandat requis, est essentiel à la protection des victimes et des témoins.

Violations en matière de réinstallation et de compensation des communautés affectées par le projet

Dans un élan de courage, les communautés d'Afungi ont exercé leur droit constitutionnel pour exprimer leur mécontentement à l'égard des agissements de TotalEnergies en ce qui concerne l'occupation de leurs terres et les paiements et accords de compensation. Pendant deux semaines en novembre 2024, les villageois, poussés par leur frustration et leur désespoir, se sont rassemblés devant les portes du projet Mozambique LNG dès les premières lueurs de l'aube, menant des actions directes en obstruant les entrées. TotalEnergies a fini par entamer des négociations avec deux des communautés, mais rien n'indique si l'entreprise a l'intention de trouver des solutions satisfaisantes et justes avec toutes les communautés concernées.²⁶

Le projet Mozambique LNG est tenu d'indemniser de manière adéquate les familles contraintes de quitter leurs maisons et leurs terres, ou affectées par des pertes économiques et de moyens de subsistance résultant de ces activités gazières. Le processus d'expropriation et de réinstallation s'est avéré complexe. Les Mozambicains ont des habitudes et des coutumes qui les rendent inséparables de la terre où ils sont nés, et attribuer une valeur monétaire à cette terre est culturellement inapproprié et injuste pour les familles. TotalEnergies a déclaré en mai 2024 que toutes les compensations avaient été versées.²⁷ En juin 2024, l'ONG mozambicaine Justiça Ambiental! a reçu plus de 100 plaintes de familles demandant de l'aide sur des enjeux d'expropriation et d'indemnisation. Au cours des trois dernières années, les familles affectées par l'industrie gazière ont déposé environ 1 300 plaintes concernant leur indemnisation, et 800 plaintes concernant

²⁶ Say no to gas in Mozambique! Campaign. 15 November 2024. [The land belongs to Mozambicans, not France.](#)

²⁷ TotalEnergies SE. 24 May 2024. ['Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 24 mai 2024; Réponses aux questions écrites'](#). During its 2024 AGM, TotalEnergies stated: "100% of people which have been resettled in Quitunda have been compensated including for their land following IFC standards. They have also received new plot of land so that they can practice agriculture; 'With the resumption of resettlement activities in June 2022 despite force majeure, the project; has completed the allocation of agricultural land plots to all households resettled in Quitunda.'; "100% of the families impacted by the DUAT are already compensated."

l'attribution de champs, dont beaucoup restent irrésolues. Il s'agit notamment de familles des villages de Quitunda, Senga, Mangala, Macala, Maganja, Monjane et de cinq quartiers de Palma, qui cherchent une issue face au manque de logements, de machambas – terres agricoles – et à l'absence partielle ou totale de paiements des compensations.

Les familles et les communautés sont dynamiques : par exemple, les enfants deviennent adultes et ont besoin de leurs propres terres pour leurs familles, et de nombreuses familles sont polygames. Le processus de réinstallation et de compensation doit être réévalué à la lumière de cela, ainsi que des changements dans les populations locales résultant du conflit. En outre, des échanges avec les personnes affectées ont révélé que certains pans des communautés étaient exclus des processus de compensation, par exemple les femmes qui exploitent les ressources côtières ou les pêcheurs qui ne possèdent pas de bateaux. Onze témoignages de personnes affectées, enregistrés en juin 2024, peuvent être consultés [ici](#).²⁸

Pour les communautés affectées, la sécurité alimentaire est une préoccupation urgente. Les machambas ayant été prises pour le projet et l'accès à la pêche ayant été coupé ou limité, les familles produisent et récoltent moins de nourriture pour leur consommation domestique et ne tirent plus de revenus de la vente. L'insécurité régionale limite l'accès aux champs et au littoral. Des pratiques culturelles importantes n'ont pas été prises en compte, c'est le cas de la simple protection des manguiers qui sont une source alimentaire importante tout au long de l'année. Le coût des produits alimentaires commerciaux est élevé, et les indemnités versées ou les emplois mal rémunérés ne peuvent compenser la perte des moyens de subsistance d'une vie entière. Les personnes directement affectées par le projet sont ainsi poussées dans la pauvreté.

À l'occasion de conversations avec Justiça Ambiental!, les membres des communautés ont partagé qu'ils pensaient qu'en raison de la longueur du processus d'expropriation, des nombreuses interruptions et des plaintes restées sans réponse, le processus n'arriverait à son terme que parce que les communautés seraient épuisées par la contestation des irrégularités avec lesquelles elles sont obligées de vivre.

Présence continue de l'insurrection au Cabo Delgado

La sécurité au Cabo Delgado reste précaire, avec des activités des groupes insurgés signalées tout au long de l'année.²⁹ Lorsque les manifestations électorales se sont intensifiées à la mi-octobre 2024, le gouvernement mozambicain a déplacé des troupes du Cabo Delgado vers la capitale de Maputo. Cela a entraîné une augmentation des attaques des insurgés, qui se sont intensifiées au cours du mois de novembre.³⁰ Une attaque à proximité d'un avant-poste rwandais a entraîné la mort de 12 membres de la milice Namapara, un groupe de civils du Cabo Delgado dont on pense qu'ils enrôlent la population locale pour lutter contre l'insurrection.³¹ Les insurgés ont été dispersés en petits groupes à travers la province entre fin novembre et début décembre, et semblaient se concentrer sur leur ravitaillement, avec un mort signalé.³²

²⁸ Say no to gas in Mozambique! Campaign. October 2024. ['A word from the people affected by Mozambique LNG Project'](#).

²⁹ For frequent updates about political violence in Mozambique see: Armed Conflict Location and Event Data (ACLED) [Cabo Ligado](#) conflict observatory, Zitamar News, and MediaFax; and [Displacement tracking matrix](#) on Mozambique by the UN International Organization for Migration.

³⁰ Centro de Integridade Pública (CIP). 11 November 2024. [Insurgents step up attacks in Cabo Delgado during the post-election violence in Maputo](#).

³¹ Armed Conflict Location & Event Data (ACLED). 28 November 2024. [Cabo Ligado Update 11-24 November 2024](#); and Zitamar, February 2023. [Who are the Naparama](#).

³² Armed Conflict Location and Event Data (ACLED). 12 December 2024. [Cabo Ligado Update 25 November to 8 December 2024](#).

En octobre 2024, plus de 700 000 personnes déplacées par la guerre ne pouvaient toujours pas rentrer chez elles, et de nouvelles vagues de violence ont entraîné de nouvelles vagues de personnes déplacées, bien que certains villages retrouvent un certain degré de normalité.³³ Plus de 600 000 personnes déplacées par la guerre sont retournées dans leurs villages, mais sont confrontées à des difficultés considérables.³⁴ Les services d'éducation et de santé s'affaiblissent et l'aide humanitaire est insuffisamment financée.³⁵ Les personnes déracinées sont privées de maisons, de champs, d'aliments et médicaments sauvages, et de réseaux de soutien.³⁶ Nombreux sont ceux qui ont été témoins ou victimes de violences brutales de la part des insurgés, et nombreux sont ceux qui subissent ou sont vulnérables à la violence sexiste et à l'exploitation sexuelle.³⁷ Les forces militaires suscitent également la méfiance, comme l'explique le fait que plus de 13 % des actes de violence politique commis par l'armée mozambicaine depuis le début du conflit ont été dirigés contre des civils.³⁸

Le Centre pour la démocratie et le développement (Center for Democracy and Development, CDD) explique que le terreau de la violence armée dans la province est la pauvreté, le chômage, le désespoir et l'exclusion sociale, économique et politique des communautés du Cabo Delgado.³⁹ Il semblerait que le recrutement des insurgés se fasse à partir d'une large base géographique, y compris les pays d'Afrique de l'est et les pays arabes, mais que les insurgés soient principalement originaires du nord-est du Cabo Delgado.⁴⁰ Selon l'Observatoire de l'environnement rural (Observatório do Meio Rural, OMR), les projets d'extraction n'ont pas amélioré les conditions de vie des populations affectées. "Cette situation alimente le sentiment que la province est riche en ressources naturelles, mais que celles-ci ne profitent pas à la population".⁴¹

Cabo Delgado a connu une augmentation de la militarisation, surtout depuis 2021, et en particulier autour des sites du projet gazier, avec des troupes de la Southern African Development Community (SADC), du Rwanda et d'autres pays renforçant l'armée mozambicaine (Forças Armadas de Defesa de Moçambique, FADM). La mission de la SADC au Mozambique s'est officiellement retirée à la mi-juillet 2024. Les forces rwandaises ont augmenté depuis mai 2024 environ, avec la présence de 4 000 hommes signalée en septembre 2024, et une petite force tanzanienne est également maintenue.⁴² Les forces tanzaniennes s'efforcent d'empêcher les insurgés de pénétrer en Tanzanie, tandis que les forces rwandaises sont concentrées dans la péninsule d' Afungi et dans les villes de Palma et de

³³ UNHCR, December 2024. [UNHCR Mozambique operational update September October 2024](#).

In 2021 and 2022, over one million people were displaced in northern Mozambique due to recurring attacks on civilians and governmental forces by non-state armed groups since 2017; and OHCHR, March 2024. [Displaced people in Mozambique's Cabo Delgado plead for peace](#).

³⁴ Centro de Integridade Pública (CIP). August 2024. [Análise da situação de segurança.pdf](#); and UN International Organization for Migration. June 2024. [Displacement Tracking Matrix Mozambique](#).

³⁵ Observatório do Meio Rural (OMR). 5 March 2024. [Weakening of the state, fraying of the social tissue and lack of prospects for resolving the conflict.pdf](#).

³⁶ Cambrão et al. 2022. [Cabo Delgado: guerra fratricida \(des\)conhecida? Causas e implicações internas a partir de um olhar antropológico](#).

³⁷ Ibid.

³⁸ Armed Conflict Location & Event Data. 31 January 2024. [Cabo Ligado Actor Profile FADM.pdf](#).

³⁹ Club of Mozambique. 5 October 2024. [Cabo Delgado Structural and systemic poverty behind four years of insurgency](#).

⁴⁰ Feijó J. 2020. "Characterization and social organization of Machababos from the discourse of kidnapped women".

Translated into English. Observatório do Meio Rural (OMR). [Characterization and social organization of Machababos.pdf](#).

⁴¹ Observatório do Meio Rural (OMR). 5 March 2024. <https://omrmz.org/wp-content/uploads/2024/04/DR-268-ENG-1.pdf>.

⁴² Institute for Security Studies. 30 May 2024. [SAMIM withdrawal from Cabo Delgado - uncomfortable truths](#);

Southern African Development Community. 5 April 2024. [Withdrawal of Southern African Development Community](#)

[Mission in Mozambique - SAMIM](#); Armed Conflict Location & Event Data. 27 September 2024. [RDF operations abroad signal a shift in Rwanda's regional standing](#); and Club of Mozambique. 2 July 2024. [President highlights the importance of Tanzania in combating insurgency](#).

Mocímboa da Praia, afin de protéger Mozambique LNG.⁴³ La milice Namapara est également présente dans certains districts.⁴⁴

Les insurgés s'adapteraient à la présence de l'armée, ce qui "risque d'étendre l'insurrection", comme en témoigne leur dispersion dans d'autres villes et districts.⁴⁵ Selon le Centre d'intégrité publique (Centro de Integridade Pública, CIP) : "Cette situation génère des îlots de sécurité dans les zones sous influence des projets gaziers, où l'on peut considérer que la stabilité existe [...], alors qu'à la périphérie l'insécurité persiste".⁴⁶

L'OMR prévient que "l'action et l'avancée militaires sont importantes, car elles permettent de capturer des territoires et de limiter l'initiative des insurgés, mais si elles ne s'accompagnent pas d'opportunités économiques, de l'emploi des jeunes, de l'éducation, de la formation technique professionnelle et d'un espace de dialogue et de participation démocratique, nous aurons une situation de conflit armé prolongé et intermittent".⁴⁷

Les financiers de Mozambique LNG assumeront-ils leur responsabilité ?

En 2020, 31 institutions financières dont la vôtre ont pris part à des accords de prêt et se sont engagées à fournir un total de 14,9 milliards de dollars à Mozambique LNG.⁴⁸ Nous, organisations de la société civile du Mozambique et du monde entier, savons que TotalEnergies a pris contact avec ces banques et agences de crédit à l'exportation afin de s'assurer de leur soutien renouvelé en vue d'une levée de la *force majeure*. Nous savons également que **ce soutien renouvelé ne peut et ne doit pas se faire sans une réévaluation du projet.**

Les partenaires financiers de ce projet sont responsables, aux côtés de TotalEnergies, des conséquences dévastatrices du projet pour le Cabo Delgado, le Mozambique et la communauté internationale. Le redémarrage du projet ne peut se faire sans votre soutien actif. **Il est entre vos mains de garantir la justice pour les personnes affectées par ce projet, ainsi que pour les survivants et les témoins des violences perpétrées contre les civils.** La *force majeure* vous donne l'occasion de reconsidérer votre participation à ce projet.

⁴³ Centro de Integridade Pública (CIP). August 2024. [Analise da situacao de seguranca.pdf](#).

⁴⁴ Zitamar News. 20 February 2023. [Who are the Naparama?](#).

⁴⁵ Institute for Security Studies. 26 September 2024. [Are Rwandan Troops Becoming Cabo Delgado's Main Security Provider.](#)

⁴⁶ Centro de Integridade Pública (CIP). August 2024. [Analise da situacao de seguranca.pdf](#).

⁴⁷ Club of Mozambique. 5 October 2024. [Cabo Delgado Structural and systemic poverty behind four years of insurgency.](#)

⁴⁸ 28 financial institutions took part in the 14.9 billion dollars project financing in July 2020. ECAs include Export Import Bank of the United States (US EXIM), UK Export Finance (UKEF), Servizi Assicurativi del Commercio Estero (SACE), Atradius Dutch State Business (ADSB). Commercial banks include Société Générale (the financial advisor of TotalEnergies for the project), Crédit Agricole, JPMorgan, Mizuho Bank, Standard Chartered Bank. See [full list here](#).

Compte tenu des éléments résumés ci-dessus, des impacts sévères pour les droits humains, et des risques réputationnels associés à Mozambique LNG :

- nous demandons instamment à tous les financeurs du projet de **soutenir l'appel à une enquête internationale indépendante** sur le massacre présumé de civils qui aurait eu lieu près des installations gazières d'Afungi entre juillet et septembre 2021 – voir encadré page 5 ;
- nous **demandons à tous les financeurs de ne prendre aucune décision concernant la poursuite ou l'octroi d'un soutien financier à ce projet avant que tous les faits et responsabilités aient été examinés et que le résultat de cette enquête ait été rendu public ;**
- nous **mettons en garde tous les financeurs et toutes les parties liées au projet contre les risques de** continuer à soutenir un projet qui est lié à de graves violations des droits humains ; et
- nous demandons à tous les financiers de renoncer publiquement à soutenir tout nouveau projet gazier au Mozambique, y compris Rovuma LNG et Coral North FLNG.

Nous vous demandons de bien vouloir répondre à cette lettre avant le 17 janvier 2025. Nous prendrons en compte la réponse de votre banque dans nos futures communications. Nous restons à votre disposition pour échanger avec vous et votre équipe et serons très attentifs à votre décision.

Les Amis de la Terre France
Reclaim Finance
Justiça Ambiental! / Les Amis de la Terre Mozambique
Milieudefensie / Les Amis de la Terre Pays-Bas
Friends of the Earth Japan / Les Amis de la Terre Japon
Friends of the Earth US / Les Amis de la Terre États-Unis
Friends of the Earth Europe / Les Amis de la Terre Europe
BankTrack
Urgewald
ReCommon
Solutions for Our Climate

126 organisations de la société civile du monde entier ont apporté leur soutien en signant cette lettre :

350.org	International
350Hawaii	United States
AbibiNsroma Foundation	Ghana
Accountability Counsel	International
ActionAid International	Global (HQ in South Africa)
ActionAid Italy	Italy
ActionAid Netherlands	the Netherlands
Action Justice Climat Paris	France
Africa Institute for Energy Governance	Uganda

Afrikagrupperna	Sweden
Alofa Tuvalu	France, Tuvalu
Amazon Watch	International
Andy Gheorghiu Consulting	Germany
AnsvarligFremtid	Denmark
Associação Academia Cidadã	Portugal
Attac Austria	Austria
Attac France	France
Bank Climate Advocates	United States / International
BankTrack	the Netherlands
BLOOM	France
Botshabelo Unemployed Movement	South Africa
BreakFree Suisse	Switzerland
Care For Environment	Cameroun
CCFD-Terre Solidaire	FRANCE
Center for Environment / Friends of the Earth Bosnia and Herzegovina	Bosnia and Herzegovina
Center for International Environmental Law (CIEL)	United States
Centre for Citizens Conserving Environment & Management (CECIC)	Uganda
Centre for Social Change	South Africa
Community Action Against Plastic Waste (CAPws)	Nigeria
Community Resource Centre (CRC)	Thailand
Corner House	United Kingdom
Counter Balance	EU (Belgium)
CRAAD-OI	Madagascar
Debt Observatory in Globalisation (ODG)	Catalonia/Spain
Don't Gas Africa	Kenya
Earth Action, Inc.	United States
Earthjustice	United States
EKOenergy ecolabel	International
Environmental center for Development Education and Networking (EDEN)	Albania
Environment Governance Institute Uganda	Uganda
Enviro Vito	South Africa
ETO Watch	Thailand
Extinction Rebellion France Carnage Total	France
Fair Finance International	International
For a Better Bayou	United States

Fossielvrij NL	the Netherlands
Friends of the Earth Australia	Australia
Friends of the Earth Canada	Canada
Friends of the Earth, England, Wales & Northern Ireland	United Kingdom
Friends of the Earth Europe	Europe
Friends of the Earth Ireland	Ireland
Friends of the Earth Japan	Japan
Friends of the Earth Spain	Spain
Friends of the Earth United States	United States
Génération Consciente pour l'Environnement et la Culture GCEC Cameroun	Cameroun
Global Atlas of Environmental Justice (EJAtlas.org)	Spain / Global
Global Justice Now	United Kingdom
GreenFaith Africa	Kenya
Green leaf Advocacy and Empowerment Center	Nigeria
Greenpeace France	France
groundWork/ Friends of the Earth South Africa	South Africa
Gulf South Fossil Finance Hub	United States
Hawkmoth	the Netherlands
Innovation pour le Développement et la Protection de l'Environnement	DR Congo
Instituto Natura	Peru
Japan Center for a Sustainable Environment and Society (JACSES)	Japan
Jordens Vänner - Friends of the Earth Sweden	Sweden
Jubilee Australia	Australia
Justiça Ambiental (JA!) / Friends of the Earth Mozambique	Mozambique
Just Share	South Africa
Kallop Humanitarian and Environmental Center	Nigeria
Lamu women alliance	Kenya
Laudato Si' Movement Africa	Kenya
LDH (Ligue des droits de l'Homme)	France
Legal Rights and Natural Resources Center-Friends of the Earth Philippines	Philippines
Les Amis de la Terre - Belgique asbl	Belgium
Les Amis de la Terre France	France
Les Amis de la Terre - Togo	Togo
Linha Vermelha - Red Line	Portugal
LUCSA- Infohut	Namibia

Marikana youth development organization	South africa
Market Forces	Australia
Matlhodi organization	South Africa
Mekong Watch	Japan
Milieudefensie	the Netherlands
MIMAMO	Mozambique
Money Rebellion	United Kingdom
Mothers Rise Up	United Kingdom
Mouvement écologique	Luxembourg
Natural Justice	South Africa
Natural Resource Women Platform (NRWP)	Liberia
New Environmental Justice Solutions	South Africa
NOAH - Friends of the Earth Denmark	Denmark
Nordic Center for Sustainable Finance	Denmark and Norway
Notre Affaire à Tous	France
Odeibea Foundation	Ghana
Oil Change International	United States
Peace Point Development Foundation (PPDF)	Nigeria
Positive Money	United Kingdom
PowerShift e.V.	Germany
Profundo	the Netherlands
Quest For Growth and Development Foundation	Nigeria
Rainforest Action Network	United States
RAPEN	Sénégal
Reclaim Finance	France
ReCommon	Italy
Recourse	International
Réseau Action Climat (RAC)	France
Réseau étudiant pour une société écologique et solidaire (RESES)	France
Re-set: platform for socio-ecological transformation	Czech republic
Rettet den Regenwald / Rainforest Rescue	Germany
Rural Communities Empowerment Trust	Zimbabwe
Scientifiques en Rébellion	France
SDI	Liberia
Shujaa-Initiative	Democratic republic of Congo
Society for Women and Youths Affairs (SWAYA)	Nigeria

Society of Native Nations	United States
Solutions for our Climate (SFOC)	South Korea
South African Faith Communities Environment Institute (SAFCEI)	South Africa
South Texas Environmental Justice Network	United States
Stand.earth	United States & Canada
Sustainable Development Institute (SDI)	Liberia
The Mekong Butterfly	Thailand
Urgewald	Germany
Waterberg Women Advocacy Organization	South Africa
WeSmellGas	Belgium
Zehar-Errefuxituekin	Euskal Herria, Spain



